



TRIBUNE OUVRIERE.

Journal publié par un groupe d'ouvriers
de la Régie Renault

Janvier 1960

Numéro 62

TOUT CONTINUE

La guerre d'Algérie n'est pas terminée, les derniers 14 d'heure sont passés depuis longtemps. Les Fellaghas ne sont pas anéantis et au contraire leurs attentats sont en recrudescence. Les embuscades aussi. Le quadrillage, les opérations jumelles, rien n'y fait. Les combattants algériens tiennent bon. Ils ne veulent pas se rendre. La promesse d'avoir un bulletin de vote dans 5 ans n'a pas séduit les maquisards : ce n'est pas pour le bulletin de vote qu'ils se battent. Ils se battent pour leur terre.

Les promesses de l'industrialisation de l'Algérie ne les ont pas séduits non plus car dans les usines qui se construiront ils savent quelles places en leur réserve ; celles de balayeurs ou d'O.S. tout au plus. Tout cela ne les a pas fait abandonner leur fusil et on les comprend, nous qui vivons dans un pays industriel et qui sommes comblés par toutes les faveurs que les capitalistes réservent aux travailleurs....

Les trémolos de voix du général qui nous sert aussi de président, n'ont pas non plus ému ces combattants. Par contre ces trémolos ont encore ému quelques travailleurs qui prennent les paroles du général pour argent comptant.

La pacification non plus n'a pas séduit ceux que l'on voulait pacifier car la pacification, eux, ils la connaissent. Les mots ne leur font plus aucun effet : ils connaissent trop bien la réalité. Et la réalité nous-mêmes nous la percevons de temps en temps dans les journaux. On apprend ainsi que l'armée française a institué une école de torture. On rationalise la torture comme on rationalise la production ; ça fait partie du relèvement de la France. Par les rapports de la Croix Rouge Internationale on apprend aussi que les camps de concentration français n'ont rien à envier à ceux que les nazis avaient créés.

Non, les Fellaghas préfèrent se battre et risquer leur vie que de vivre au ralenti, sous-alimentés, couverts de vernine, humiliés, bafoués, battus, emprisonnés. Ils préfèrent à tout le risque de la guerre.

De son côté le gouvernement français continue. Il n'invente rien, il se répète depuis des années mais il est tout puissant. Rien ne s'oppose à sa volonté. A l'intérieur tout va pour le mieux : les actions montent, le trésor est prospère. L'industrie française ne s'est jamais aussi bien portée, les partis d'opposition ne s'opposent que par des paroles, les syndicats continuent leurs petites grèves par secteurs ou par ateliers ... Et pendant ce temps on demande aux travailleurs d'en mettre un bon coup pour faire fonctionner le tout : la république de de Gaulle, la guerre d'Algérie, l'école des tortures, les camps de concentration et la bombe atomique.

QUI CROIRE ?

Les tracts que nous ont distribués les syndicats C.G.T. et C.F.T.C. ces temps derniers nous ont laissé perplexes. La question en litige : un milliard et demi que généreusement la direction nous a mis de côté pour les jours de vache maigre. L'année dernière il y avait déjà eu un milliard. Cela fait deux milliards et demi.

Le tout est de savoir si Monsieur DREYFUS veut bien donner cet argent. C'est bien nous qui l'avons gagné ? Vous l'avez en trop ? Vous ne savez qu'en faire et vous n'avez pas l'intention de le donner à l'Etat ? Vous ne voulez pas payer d'impôts dessus... vous avez, Monsieur Dreyfus, entièrement raison, mais en fin de compte la distribuerez-vous ou pas cette somme ? Si vous la distribuez, très bien. Mais si vous nous la faites seulement sentir alors pas d'accord.

Sans demander aucun avis aux ouvriers sur cette question, les syndicats et la direction ont débattu le partage de ces milliards. Et ce débat semble avoir opposé trois groupes de syndicats : Il y avait les absents : le S.I.R. et l'U.O.A. ceux qui déjà en juillet avaient refusé de signer. Il y avait ceux qui signent facilement, la C.G.C. et F.O. et il y avait la C.G.T. et la C.F.T.C. qui continuent leur querelle.

La C.F.T.C. nous dit dans "Notre lutte chez Renault" numéro 98 du 29 décembre : "La C.F.T.C. veut une diminution des horaires de travail sans perte de salaire". Elle précise plus loin que l'indemnisation des heures perdues entre 45 et 48 heures (par semaine) ne ferait que défavoriser ceux qui le sont déjà : les Services et Cléon, - nous apprenons ainsi, fortuitement, que Cléon fait 46 heures et demi- quant à l'idée que ce sont ceux qui font moins d'heures qui sont défavorisés, nous, nous serions plutôt de l'avis contraire.

De toutes façons, si les choses se sont passées comme la C.F.T.C. veut bien nous le faire croire, nous sommes d'accord pour reconnaître que la position de principe de la C.F.T.C. nous semble très juste. Mais que dit la C.G.T. maintenant : "Notre délégation a défendu dès le mois de Janvier et au cours des dernières discussions le principe de l'indemnité uniforme. La C.F.T.C. ne l'a pas soutenu. La direction l'a rejeté". (Tract du 12.39 : "L'avenant sur le fonds de régularisation est signé".)

Si nous comprenons bien le débat il en ressort que : en parole, la C.G.T. est pour la diminution des heures de travail, elle prend quand même ce que la direction veut bien donner tout en essayant de dire que l'indemnisation des heures perdues doit être uniforme mais devant l'impossibilité de faire reculer la direction, elle signe quand même. De son côté la C.F.T.C. est en principe pour la diminution des heures de travail, - indemnisées pendant six mois à 3 heures par semaine ou pendant un an à 1 heure et demie. Devant le refus de la direction elle demande alors une indemnisation faiblement hiérarchisée et elle refuse de signer.

Au travers de tout cela, pour les uns et pour les autres, il n'y a qu'un oubli fondamental : C'EST A NOUS LES TRAVAILLEURS DE CHOISIR. IL AURAIT DONC FALLU NOUS CONSULTER ET AVANT TOUTE CHOSE NOUS INFORMER. Sur une revendication aussi générale qui touche tous les travailleurs de l'usine nous aurions pu faire une action générale. Mais comme les syndicats ne veulent pas d'action générale ils ne nous ont rien dit de leurs tractations avec la direction ; et cela a été un fiasco. Et ce "cadeau" de Dreyfus nous n'en verrons peut-être jamais la couleur.

LA GREVE DES REGLEURS DU DEPARTEMENT 55

Le lundi 14 Décembre 1959 a commencé au 55, département du décolletage, la grève des régleurs sur les gros tours automatiques. Que voulaient les gars des "tours-auto" ?

Ces régleurs sont des ouvriers professionnels. Ils doivent produire des pièces sur leurs machines. Dans certains cas, chacun d'eux avait trois tours et travaillait en équipe avec un O.S. Il y a quelque temps l'Ouvrier Spécialisé leur a été retiré et chaque régleur n'a plus que 2 tours à faire marcher. Auparavant, deux hommes pour trois machines. Actuellement, un homme pour deux machines. On voit que la direction sait faire une règle de trois à son avantage.

Pour la direction, tout ce trafic est encore insuffisant. Malgré les conditions de travail extrêmement dures au décolletage, les gars font trois équipes, donc aussi la nuit, et, le grand problème reste toujours celui de l'augmentation de la production. Les "temps" depuis des années ont été continuellement révisés au 55, le service des chronos ne chôme pas. Pourtant il faut croire que la direction est encore insatisfaite puisqu'elle vient de créer un nouveau service dit "Service Carrere". Le but de ce service est de faire rendre le maximum aux machines, aux outils et par contrecoup aux hommes. On augmente les vitesses de coupe jusqu'à ce que les outils pètent et comme ça on trouve la vitesse juste en dessous. Tout cela c'est très bien mais les gars, pour deux raisons, n'étaient pas d'accord.

1°) quand la machine rend le maximum voulu par le "service Carrere" on diminue les "temps", ce qui fait qu'à la moindre panne, à la moindre difficulté, on ne peut plus faire sa paye,

2°) quand une machine "marche à la mort" alors c'est tout le temps qu'il faut affûter les outils et les régler. Ce que l'on gagne d'un côté en production on le perd de l'autre aussi les "temps" ayant été diminués, il n'y a qu'un seul perdant : l'ouvrier.

Il était donc décidé qu'aussitôt que les démonstrateurs de ce service commencent à intervenir dans les ateliers on cesserait le travail. C'était devenu automatique. Nous travaillions de 6 h. et demie à 7 h. et demie, puis nous stoppions jusqu'à midi, à ce moment-là les démonstrateurs partent déjeuner, nous nous remettons au travail. L'équipe de l'après-midi ne commençait son travail qu'à partir de 13 heures au moment du départ des démonstrateurs. La nuit, l'équipe travaillait normalement. Nous tenions le coup et aurions pu tenir longtemps si nous avions été soutenus. Les pièces commençaient à manquer dans les autres ateliers du décolletage et bientôt ceux-ci allaient être obligés de s'arrêter.

La direction a partiellement reculé. Elle doit reprendre son souffle pour tenter de nous attaquer de nouveau. Nous n'avons pas pu obtenir complètement satisfaction et ceci pour différentes causes : la première c'est notre isolement l'USINE N'A JAMAIS SU QUE NOUS ETIONS EN GREVE. Les seuls tracts publiés par les syndicats pour informer les autres travailleurs de l'usine ne sont parus qu'après la fin de la grève. Ensuite, NOUS AVONS ETE DETOURNES DE NOS REVENDICATIONS PROPRES. Dans un tract à notre usage les 5 syndicats : C.G.T., C.F.T.C., F.O., S.I.R. et l'U.O.A., pleurant sur nos difficultés de travail ont prétendu nous soutenir pour à la fin détourner nos véritables revendications vers des revendications générales ; comme si nous, les 400 régleurs du 55, nous allions obtenir l'augmentation générale des salaires, la diminution des heures de travail et l'abaissement de l'âge de la retraite ! Autant nous étions unanimes pour lutter contre les nouvelles cadences de travail, autant nous étions divisés sur l'efficacité de lutter en petit nombre pour obtenir des revendications générales. Enfin, la logique des syndicats voilà déjà longtemps que nous la connaissons !

.../...

Et puis nous n'avons pas été soutenus financièrement. Depuis le temps que la C.F.T.C. prêche de faire des grèves partielles qui peuvent faire céder la direction en paralysant la production.... et ces grèves partielles seraient soutenues par le reste de l'usine, qu'ils disent ceux de la C.F.T.C. Et la C.G.T. elle dit : "Allez-y les gars, tous à l'action dans ces grèves par atelier". Nous ne parlerons pas des autres : U.O.A., F.O., et S.I.R., ils sont sans importance.

Enfin ces gens-là n'ont pas été capables de trouver dans une usine de 40.000 ouvriers de quoi nous aider, (nous avons perdu entre 5.000 et 15.000 francs dans notre semaine). Ils n'ont pu collecter que dans le département 55 et comment auraient-ils pu le faire ailleurs alors qu'ILS N'ONT PAS VOULU INFORMER L'USINE DE NOTRE ACTION.

Pour les syndicats il faut que les actions soient bien limitées : dans un atelier ou tout au plus dans un département. Il ne faut surtout pas que le mouvement soit connu, qu'il s'élargisse ou que tout simplement il soit soutenu par les autres ateliers.

La Direction nous l'a fait au chantage, d'abord sur la prime.. Jusqu'au dernier moment elle a parlé de ne pas nous la payer. Ensuite certains camarades ont tenté de continuer la lutte pour le paiement des heures de grève. Le compromis réalisé par les syndicats ne nous a pas permis de continuer à nous battre et nous avons vu arriver l'huissier qui venait faire le constat.

Nous avons gagné une manche. La lutte n'est pas finie mais sachons tirer l'enseignement de l'action. La prochaine fois il faudra constituer un comité d'action dans le département en lutte, INFORMER IMMEDIATEMENT le restant de l'usine et envisager comment les autres ouvriers de l'usine peuvent nous aider à faire céder la direction.

PROMOTION OUVRIERE

Pour dominer, les maîtres du monde et de la production ont besoin de trouver des alliés. Ils les trouvent aussi dans l'usine et dans l'atelier. Toujours ils ont divisé les hommes par la hiérarchie, les grades et des différences de salaire. Mais tout cela resterait insuffisant si l'illusion n'était pas donnée au plus grand nombre qu'ils, les ouvriers, pourraient eux aussi grimper les échelons.

Jamais nous n'avons connu une époque comme celle que nous vivons dans laquelle tout est mis en oeuvre pour faire croire à l'ouvrier que demain son sort va être amélioré. Il y a un siècle on faisait croire aux hommes que chacun pouvait devenir un industriel, un grand commerçant, un riche pour tout dire. Aujourd'hui on nous donne l'illusion que de notre condition d'O.S. ou de Professionnel nous allons en "sortir" en devenant chef. Depuis 100 ans on peut ainsi mesurer le recul de nos possibilités de "sortie".

Chez Renault, il y a trois débouchés : le premier, c'est le long chemin de la maîtrise classique (régleur, chef d'équipe, contremaître) et pour l'ouvrier sans grande formation théorique ou technique c'est le maximum qu'il peut espérer, - les chefs d'ateliers et les cadres sortent des écoles et rare sont ceux qui après 30 ans de "bons et loyaux services" parviennent à occuper des postes de cette importance. A la fin du compte, l'espoir, pour le plus grand nombre de ceux qui veulent arriver par la voie classique, est pour l'O.S. de doubler sa paie et pour le Professionnel de gagner un peu plus.

Le second débouché, c'est le "technique". Les Agents et les Dessinateurs (certains nommés après de longues études faites le soir après le travail) qui ont réussi à sortir de l'atelier pour aller dans un bureau et gagner plus ; mais de plus en plus souvent

.../...

ce sont les jeunes qui viennent des classes techniques de l'apprentissage qui prennent ces places et cela devient difficile et méritoire pour ceux qui "arrivent à monter dans les bureaux" sans trop de piston.

Il y a une troisième voie pour "grimper dans la hiérarchie", c'est celle qui donne accès à des fonctions beaucoup moins honnêtes mais qui vont chaque jour en augmentant. Le type-pilote c'est le chrono : c'est celui qui pour faire rendre le maximum à l'homme et à la machine et gagner un peu plus bien sûr, est prêt à se faire haïr par des dizaines et peut-être des centaines d'hommes. Maintenant à côté du chrono, on rencontre de plus en plus souvent des contrôleurs de toutes les sortes (pas de ceux qui contrôlent les pièces évidemment) chargés de vérifier si votre machine tourne, si vous avez fait votre production, si vous ne vous êtes pas blessé volontairement, si vous êtes malade "pour de bon". Les derniers en date de ces "contrôleurs" ce sont ces régleurs qui remplacent les chefs d'équipe, et qui, plus proches de nous dans les ateliers connaissent toutes nos combines, toute notre défense. Ils ne sont pas bien "grands". Ils ne gagnent que très peu de plus que nous mais ils ont l'espoir, l'illusion de ne plus être des Ouvriers Spécialisés.

C'est sans doute une des grandes réussites des nouvelles méthodes de gestion de se servir de tels hommes, par ailleurs pas mauvais bougres, mais qui ne connaissent qu'une seule consigne : TOUJOURS PLUS VITE, TOUJOURS PLUS DE PIÈCES. C'est pour quelques deniers camarades que vous vous êtes perdus dans de telles fonctions.

Y A-T-IL de MAUVAIS FLICS ?

La Presse, toujours discrète pour divulguer certaines informations, nous a informé en quelques lignes des "accidents regrettables" survenus ces derniers temps et qui ont fait 3 morts parmi la population, (mitrailleuse des policiers ou suite de "passages à tabac".)

La Presse la plus loquace déplore de tels faits et regrette que des policiers (hommes qui devraient faire preuve de sang-froid et de clairvoyance) soient les auteurs de ces actes.

Un jour, le "sage Papon" avait pris l'heureuse initiative de retirer les mitrailleuses à ses hommes dans les missions de simple ronde et le lendemain on nous explique que les flics garderont leur mitrailleuse. Cette même Presse prétend que ce n'est pas Papon qui commande mais DIDES (député poujadiste et ultra). Il serait le grand patron obscur. Au lieu de mettre en cause la police et ses méthodes la presse, appelée de gauche, préfère incriminer ceux qui la commandent.... ce qui laisse supposer que si cette police était bien dirigée elle n'agirait pas ainsi.

Dans certains journaux on déplore aussi le manque de sanctions exemplaires qui devraient être prises à l'encontre des coupables. Mais de quoi sont-ils coupables ? D'avoir mis un peu trop de zèle à faire leur métier ? Les "gardiens de la paix" sont aussi les représentants de la force publique, par exemple ce sont les mêmes qui dans les manifestations ou aux portes des usines manient joyeusement la matraque. Dans les commissariats le "passage à tabac" est une monnaie courante. Dans une période de durcissement du pouvoir il faut une police qui soit crainte et sur laquelle le gouvernement puisse toujours compter. C'est une des raisons pour laquelle les flics bénéficient d'une certaine impunité et qu'ils deviennent automatiquement des héros s'ils sont simplement victimes de leur travail.

.../...

- 3 -

La Police est là pour faire respecter les lois et maintenir l'ordre qu'on nous impose. Ils veulent être capables de se faire respecter et n'hésitent pas sur les moyens à employer pour obtenir cela, et toujours par la violence.

BARBARIE D'HIER et D'AUJOURD'HUI

Le rapport annuel de la Croix Rouge Internationale sur les camps de concentration français vient d'être publié par certains journaux.

Par ce rapport on apprend l'existence en Algérie de 2 sortes de camps de concentration : les camps officiels et les camps clandestins. La vie que l'on mène dans ces camps c'est la vie que l'on mène dans tous les camps. On torture les prisonniers, on les sous-alimente. Dans certains camps on a fabriqué des carcans de bois dans lesquels les pieds des prisonniers sont maintenant pendant la nuit. Dans d'autres camps les blessés meurent à petit feu faute de soins.

D'après les descriptions qu'en donne la Croix Rouge, on s'aperçoit que l'imagination des Français est très féconde dans ce domaine, mais malgré tout cela le rapport est parfois un peu trop optimiste et note dans certains cas des améliorations... et puis, il faut le dire, dans ces camps il n'y a pas encore de four créamtoire : l'industrie française est de faible envergure à côté des colosses industriels modernes ; son industrie de la mort l'est aussi. En Algérie, on tue au Napalm car on n'a pas encore de bombe H. et dans les camps on assassine encore avec des méthodes artisanales : à coups de pied ou à la mitrailleuse tout au plus...

Pendant tout ce temps - ironie de l'histoire - le monde entier s'indigne d'un fait très grave : quelques sectes nazies font de la peinture et de l'antisémitisme. Ils peignent des croix gammées. Alors c'est la levée de boucliers. On manifeste. On s'insurge en parole et là, la France n'est pas la dernière. Le rappel des horreurs de cet emblème est insupportable aux âmes sensibles et de toute façon les manifestations anti-nazies sont permises, autorisées par le gouvernement ; personne ne risque rien en protestant contre les tortures que l'on a faites il y a vingt ans.

Mais c'est par contre un risque aujourd'hui de protester contre les tortures qui se font en France et en Algérie.

Tout le monde proteste au nom du souvenir des tués de la dernière guerre pendant que sous l'égide du drapeau tricolore, C.R.S., gendarmes, officiers, membres du 2ème Bureau, légionnaires, para et jusqu'à certains simples soldats ne font que reprendre les traditions des nazis. Ce sont pourtant eux les vrais continuateurs de la barbarie nazie et ce sont eux qu'il faut combattre. Les autres ce sont des attardés ; ils n'ont aucun moyen (à part leurs pots de peinture) tandis que le gouvernement français a des institutions et un régime qui permettent et systématisent ces horreurs.

Il y a aussi la complicité et le silence d'une grande partie de la population. Aujourd'hui, à part les Nord-Africains, bien peu de gens s'opposent à la barbarie française et c'est pourtant bien celle-là qui tue tous les jours des dizaines de personnes, d'innocents et d'hommes qui revendiquent leur dignité.
